vinetur

Un droit de douane américain de 15 % secoue les actions françaises du vin et des spiritueux.

Les investisseurs ont aussi intégré une demande chinoise plus faible et une baisse de 8 % des exportations en 2025.

samedi 3 octobre 2026



Les entreprises françaises du vin et des spiritueux affrontent une année difficile en Bourse, alors que les nouveaux droits de douane américains, le repli de la demande en Chine, la baisse des exportations et l'évolution des habitudes de consommation pèsent sur les perspectives du secteur.

À la Bourse de Paris, plusieurs des noms les plus connus du secteur ont reculé en 2026. Selon des données citées par Meilleurtaux Placement, Marie Brizard a perdu plus de 7 % depuis le début de l'année et Pernod Ricard recule de près de 20 %. Sur dix ans, les baisses sont encore plus marquées, avec plus de 80 % pour Marie Brizard et plus de 40 % pour Pernod Ricard. La pression plus large qui s'exerce sur les groupes cotés reflète un environnement des affaires devenu moins favorable, tant à l'étranger qu'en France.

L'un des plus grands revers est venu de la politique commerciale. Depuis le 1er juillet 2026, les États-Unis appliquent un droit de douane de 15 % à la plupart des produits européens dans le cadre d'un nouvel accord avec l'Union européenne. Les vins et les spiritueux n'ont pas obtenu d'exemption. Pour les producteurs et distributeurs français, cette mesure alourdit les coûts sur l'un de leurs marchés d'exportation les plus importants et accroît l'incertitude sur les prix, les volumes et les marges.

La Chine est elle aussi devenue un marché plus difficile, en particulier pour les produits haut de gamme comme le cognac. Jérôme Lieury, associé gérant chez Olier Etudes & Recherche, a déclaré, dans des propos rapportés par MoneyVox et cités par Meilleurtaux Placement, que le marché chinois s'est dégradé depuis la pandémie, surtout pour le cognac haut de gamme. Il a pointé des restrictions douanières introduites en représailles aux mesures protectionnistes européennes sur les voitures électriques, ainsi qu'une demande des consommateurs plus faible, liée à la crise immobilière en Chine. Cette combinaison a réduit la visibilité des entreprises qui dépendent fortement des ventes internationales.

Les données sur les exportations confirment cette tendance. La Fédération des exportateurs de vins et spiritueux de France a indiqué que les exportations du secteur avaient reculé pour la troisième année consécutive, à 14,3 milliards d'euros en 2025, soit une baisse de 8 % par rapport à 2024. Pour une industrie qui repose largement sur la demande extérieure, un nouveau repli annuel renforce le sentiment que le

ralentissement n’est pas temporaire. Cela compte aussi bien au-delà des vignobles et des distilleries, car des exportations plus faibles, une demande en recul et les coûts liés aux droits de douane peuvent peser sur les plans d’investissement, les embauches, les budgets marketing et la politique tarifaire dans l’ensemble du secteur des boissons, y compris le vin, les spiritueux et les catégories adjacentes de boissons premium.

Les investisseurs réagissent aussi à l’évolution des comportements des consommateurs. Les analystes qui suivent le secteur indiquent que les acheteurs, en particulier les plus jeunes, accordent davantage d’attention à la santé et sont plus enclins à réduire leur consommation d’alcool. Cela a contribué à alimenter l’intérêt pour les produits sans alcool et à faible teneur en alcool, souvent désignés sous le terme NoLo, tandis que les catégories traditionnelles perdent de leur élan. Pour les grands groupes de boissons, ce changement soulève la question de savoir à quelle vitesse ils peuvent adapter des portefeuilles de produits longtemps fondés sur des marques d’alcool établies et un positionnement premium.

La pression réglementaire s’ajoute à ces inquiétudes. Aux États-Unis, les autorités sanitaires ont plaidé pour des avertissements plus clairs sur les bouteilles concernant les risques pour la santé liés à la consommation d’alcool. Ces propositions n’ont pas été décrites comme un choc immédiat sur les ventes, mais elles ajoutent un niveau de risque supplémentaire pour des producteurs déjà confrontés aux droits de douane et à l’affaiblissement de la demande mondiale. Sur les marchés financiers, ces facteurs peuvent peser sur les valorisations avant même l’entrée en vigueur de toute modification réglementaire formelle.

Dans le même temps, le repli du marché a ramené les cours à des niveaux que certains analystes jugent historiquement bas. Dorian Abadie, responsable des marchés actions chez Meilleurtaux, a déclaré que les valorisations d’une grande partie du secteur à Paris étaient tombées à des niveaux qui semblent déjà intégrer une large part des mauvaises nouvelles. Cela ne fait pas disparaître les pressions qui pèsent sur l’industrie, mais cela aide à expliquer pourquoi certains investisseurs suivent de près le groupe malgré la faible performance de cette année.

Rémy Cointreau offre un exemple de la manière dont les entreprises tentent de s’adapter. Le groupe français de spiritueux a lancé un plan de réduction des coûts de plus de 50 millions d’euros. Les mesures comprennent un gel des recrutements, une baisse des dépenses publicitaires et une stratégie davantage axée sur la valeur que sur les volumes. Son titre a progressé de 16 % depuis le début de 2026, ce qui laisse penser que certains investisseurs voient dans cet effort de restructuration un signe de discipline sur un marché difficile plutôt qu’un signe de faiblesse plus profonde.

Le contraste au sein du secteur montre que les investisseurs ne traitent plus les entreprises du vin et des spiritueux comme une seule et même histoire. Les groupes très exposés au cognac haut de gamme ou aux marchés touchés par les droits de douane et le ralentissement de la consommation subissent la plus forte pression. Les entreprises capables de réduire leurs coûts, de défendre leurs prix ou de répondre à l’évolution de la demande avec de nouveaux produits pourraient mieux résister. Pour l’ensemble du secteur des boissons, la combinaison des barrières commerciales, de la faiblesse des exportations, de la réglementation liée à la santé et de la montée du NoLo redessine l’environnement des affaires et pourrait continuer à influencer les anticipations de bénéfices et les valorisations boursières dans les mois à venir.